

UE-Togo « Nous sommes très engagés dans les travaux d'infrastructures » Bruno Hanses

Bruno Hanses, chargé d'affaires a.i. de la délégation de l'Union européenne fait le point de la coopération avec le Togo.

L'Union européenne est un des partenaires importants du Togo depuis plus de cinquante ans. Au Togo, la délégation européenne est active dans plusieurs domaines, santé, environnement, droits humains, réforme de la justice, agriculture. Dans cet entretien le chargé d'affaire Bruno Hanses, nous livre ses impressions sur l'état de cette coopération avec le Togo.

Monsieur le Chargé d'affaires, les relations de coopération entre le Togo et l'Union européenne sont au beau fixe. Quels sont les principaux axes de la coopération actuelle ?

Merci de me donner cette opportunité de présenter l'état de la coopération entre l'Union européenne et le Togo. Vous l'avez bien dit : cette coopération est très étroite et nos relations bilatérales sont excellentes. Nous avons beaucoup d'intérêts communs – la paix et la sécurité, le développement économique et social, la promotion du commerce et la création de l'emploi, la lutte contre les changements climatiques, l'ancrage de la démocratie et de l'état de droit – et l'Union européenne est prête à travailler ensemble avec nos partenaires togolais dans tous ces domaines. Nous avons récemment fait le point sur le suivi du premier Forum économique Togo-UE qui a eu lieu en juin 2019. Tout cela est très encourageant et nous donne confiance pour l'avenir de nos relations. Ces dernières années, donc entre 2014 et 2020, l'Union européenne a énormément investi dans la consolidation de l'Etat, y compris la réforme des finances publiques et des statistiques, le climat des affaires, la décentralisation,

l'accès à la justice, le renforcement des capacités de la société civile. De même, nous sommes très engagés dans les travaux d'infrastructures, en particulier l'eau et l'assainissement ainsi que le secteur clé de l'énergie. Enfin, nous avons commencé à nous impliquer avec beaucoup de succès dans la promotion de l'agriculture biologique, notamment dans les filières de l'ananas et du miel. Je crois que dans la prochaine phase de la coopération UE-Togo (2021–2027) beaucoup de ces programmes vont continuer, mais avec un accent encore beaucoup plus important sur la croissance inclusive et la création de l'emploi, surtout pour les jeunes et les femmes, en phase avec les priorités du Plan National de Développement du Togo.

Depuis la reprise de la coopération entre l'UE et le Togo, quels sont les principaux investissements faits et dans quels domaines ?

Vous voyez partout dans le pays des réalisations qui témoignent de ce que l'Union européenne et ses partenaires de mis en œuvre ont réalisé. Vous avez le 4^e Lac de la ville de Lomé inauguré en 2018, les nombreux ouvrages d'assainissement et d'accès à l'eau potable réalisés sur toute l'étendue du territoire, l'appui au secteur de l'énergie qui est incontournable dans la stratégie de développement du Togo, la modernisation du secteur de la justice, l'appui aux communes et aux collectivités locales, et j'en passe. Le Togo a également bénéficié de plusieurs programmes thématiques et régionaux, afin d'accompagner des interventions dans les domaines des droits de l'homme, de la lutte contre le changement climatique, la lutte contre la criminalité, la migration, le transport, le commerce et l'intégration régionale, et la compétitivité. Toutes ces investissements de l'Union européenne ne sauraient cependant pas occulter une réalité cruciale : il appartient en effet au Gouvernement togolais, à tous les acteurs du développement et au peuple togolais dans son ensemble d'aller de l'avant et de faire du Togo un pays émergent. L'Union européenne restera un partenaire constant et fiable pour appuyer ces efforts.

Dans le cadre de la COVID 19, vous avez apporté un appui à la CNGR COVID-19 et aux médias du pays. Que pensez-vous de la sensibilisation sur le terrain à travers votre soutien ?

Nous sommes très satisfaits de ce qui se fait en général au Togo pour lutter contre cette pandémie. Sous le leadership du Chef de l'Etat, le Gouvernement a pris très tôt la mesure de la situation et a adopté une riposte adaptée à la dangerosité de la menace. L'Union européenne a apporté sa contribution, d'une part, sous forme d'un appui budgétaire qui va directement dans le trésor de l'Etat et, d'autre part, à travers des appuis directs à la Coordination nationale de gestion de la riposte (CNGR). Le projet avec les médias s'inscrit dans ce cadre. Nous sommes heureux de voir que le message passe sur le terrain. Et il faut féliciter l'ensemble des médias membres de la plateforme pour leur engagement sans faille.

La santé est une composante importante pour le développement dans nos pays. Quels sont les principales composantes de votre dotation en matière de santé au Togo ?

La santé en elle-même ne fait pas partie des axes prioritaires de notre coopération avec le Togo. Mais nous avons récemment appuyé un projet avec l'ONG AIMES-AFRIQUE pour des missions médicales à l'intérieur du pays. Nous avons débloqué à la faveur de la crise de la COVID-19 une enveloppe de 2.4 millions d'euros pour réhabiliter des centres médicaux, acheter des ambulances, fournir un accompagnement psychologique aux personnes touchées directement ou indirectement par la pandémie etc. L'Allemagne, la France et la Chambre européenne de commerce au Togo (EUROCHAM) soutiennent également cet effort dans le cadre de ce que nous appelons la « TEAM EUROPE ». Et bien que le secteur de la santé ne soit pas un des secteurs principaux de notre coopération avec le Togo, plusieurs actions que nous menons ont un impact majeur sur la santé des populations, comme les programmes eau et assainissement dans lesquels l'UE a investi plus de 100 milliards de FCFA au cours des dernières années. Comme vous le savez, les maladies liées à l'impossibilité d'accéder à des sources d'eau potable sont une des premières causes de mortalité en Afrique subsaharienne.

Les médias sont aussi, des acteurs importants dans la consolidation de la paix et de la démocratie au Togo. Vous avez donné un appui pour la sensibilisation présentement dans le cadre de la COVID 19. Y a -t-il d'autres actions que vous prévoyez mener en direction des médias dans

les prochains mois en vue de renforcer ce secteur dans notre pays ?

La France fait beaucoup pour aider les médias togolais à réussir le pari de la modernisation. Il y a le projet de formation et d'appui au secteur de l'audiovisuel et des médias (PROFAMED) en cours d'exécution et qui permet à des dizaines de journalistes de se former. Comme je l'ai indiqué plus haut, l'UE, la France et l'Allemagne coordonnent leurs interventions au Togo. Et nous n'hésiterons pas à appuyer les médias à l'avenir lorsque des initiatives entreront dans les plans de notre coopération.

Plateforme@desmédias UE-Togo